

Tête-à-tête avec Rod MacRae

2001-05-10

Mark Foss

Le xx^e siècle a été le témoin d'une croissance massive des populations urbaines. En 1990, le tiers des habitants de la planète vivaient dans des villes de plus d'un million d'habitants. En outre, la faim et la malnutrition augmentent à l'échelle mondiale parce que le système alimentaire mondial ne parvient pas à répondre aux besoins croissants des consommateurs urbains. [Armer les villes contre la faim — Systèmes alimentaires urbains durables](#) est le premier ouvrage à examiner de façon exhaustive la question de la sécurité alimentaire d'un point de vue urbain. Mark Foss a dernièrement interviewé Rod MacRae, un des directeurs de la rédaction de cette publication, pour *Explore en ligne*.

Un des objectifs de cet ouvrage est de favoriser l'élaboration d'un « cadre conceptuel et pratique pour les systèmes alimentaires urbains durables ». Estimez-vous avoir réussi ?

Oui et non. Nous en sommes aux premières étapes de l'élaboration d'un modèle conceptuel pour les systèmes alimentaires urbains durables, en particulier dans le monde occidental. Le livre fait progresser la mise en place du cadre conceptuel. Mais, éventuellement, le consensus sera beaucoup plus important que ce qu'il semble être aujourd'hui.

Pourquoi la sécurité alimentaire urbaine ne fait-elle plus partie de l'ordre du jour ?

Je ne suis pas sûr qu'elle y ait jamais été, du moins dans le monde occidental. Dans certaines régions du Sud, c'est une question pressante étant donné la migration massive vers les zones urbaines et le fait que l'infrastructure urbaine, surtout dans les grandes villes, commence à s'effondrer. Je ne crois pas qu'en Occident cela ait été une priorité, sauf en temps de guerre. Il y a eu au Canada un service ou un ministère de l'Alimentation pendant la Seconde Guerre mondiale. Assurer l'approvisionnement alimentaire des citoyens était une priorité essentielle, comme l'était l'acquisition de vivres pour les troupes.

D'aucuns prétendent que la mondialisation est la solution à la sécurité alimentaire. D'autres affirment que c'est justement là le problème. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

La mondialisation est un énorme problème. Sur le plan conceptuel, elle enfreint certaines des règles écologiques les plus fondamentales. Il est impossible de continuer à exporter des biens d'une région et à en importer d'une autre sans entraîner des conséquences néfastes pour l'environnement, qu'il s'agisse de l'épuisement des nutriments du sol ou de l'introduction de parasites exotiques. Sur le plan économique aussi, c'est un désastre. La mondialisation, conjuguée à la concentration des richesses et du pouvoir dans le secteur agroalimentaire, ôte au secteur agricole tout droit de regard sur le prix qu'il lui faut payer pour les facteurs de production ou sur celui des produits. Cela a, évidemment, des répercussions néfastes sur tout, des budgets de l'État à la viabilité des collectivités rurales. Ceci dit, je ne suis pas contre le commerce, mais, pour paraphraser un de mes collègues, il devrait avoir pour principe de « nourrir les familles et faire le commerce des restes », c'est-à-dire répondre d'abord à la demande intérieure et veiller à ce que la production alimentaire suffise à nourrir la population.

Il semble qu'il soit nécessaire d'assurer un meilleur équilibre entre les besoins locaux et mondiaux. Mais, même à l'échelle locale, les intérêts opposés sont nombreux.

Bien sûr. Un des grands problèmes réside dans le manque de planification qui existe dans le secteur agroalimentaire. Disons qu'on veut favoriser la production alimentaire urbaine. Comment y arriver sans faire concurrence aux agriculteurs du pays dont le principal marché est la région urbaine ? On ne peut pas dire simplement : « Tâchons d'attirer en ville des entrepreneurs et incitons-les à pratiquer l'agriculture urbaine, puis laissons-leur le soin de décider, d'après leur connaissance du marché, ce qu'il convient de cultiver. » Cela pourrait avoir de très fâcheuses conséquences pour les agriculteurs locaux. Ce qu'il faut se demander plutôt, c'est ce qu'on veut réellement accomplir. Dans le cas de Toronto, pendant la saison de croissance en Ontario, 95 % des légumes importés viennent de Californie. Sur le plan stratégique, il est beaucoup plus logique d'élaborer un programme de production alimentaire urbaine et de se demander : « Qu'est-ce qu'il faut cultiver localement qui puisse remplacer ce que nous importons de Californie ? Et comment créer les mécanismes de marché qui garantiront que les gens habitués à acheter des produits californiens durant la saison de croissance en Ontario accepteront désormais d'acheter d'autres produits ? »

Sur quels autres aspects une politique sur les systèmes alimentaires urbains devrait-elle porter ?

Sur bien des domaines. Par exemple : À quoi les gens ont-ils accès au juste ? » En général, les personnes à faible revenu se rassemblent dans des quartiers où les logements sont peu coûteux. Et souvent, les dépanneurs sont beaucoup plus nombreux que les grandes surfaces dans les quartiers modestes. Les grands magasins ne sont pas intéressés à répondre aux besoins des consommateurs à faible revenu. Ce ne sont pas avec eux qu'ils feront le plus d'argent. En outre, les gagne-petit sont habituellement beaucoup moins mobiles. Si une personne à revenu moyen ou élevé n'aime pas ce qu'on offre dans un magasin donné, elle monte en voiture et va faire ses emplettes ailleurs. Les bas-salariés n'ont pas nécessairement ce choix. L'accès à des magasins d'alimentation de qualité est donc une question primordiale dont il faut tenir compte lors de l'aménagement d'une zone urbaine, et les connaissances des gens en matière de nutrition entrent aussi en jeu.

Il est logique de songer à l'agriculture urbaine quand on considère le problème que pose l'accès à la nourriture. Mais un grand nombre de groupes communautaires — qu'ils soient de Lusaka, en Zambie ou de Hamilton, en Ontario — ont dû faire face à pas mal de résistance. Pourquoi ?

Principalement, pour deux raisons. Il est notoire que les institutions ne modifient pas volontiers leurs procédés pour satisfaire un nouveau genre de demande. Par exemple, bien des administrations municipales mettent du temps à reconnaître que telle parcelle de terrain, dotée des moyens adéquats, pourrait être fort utile pour la production alimentaire urbaine. Par ailleurs, pour les principaux intervenants du système officiel, l'agriculture urbaine menace leur façon de faire des affaires, c'est pourquoi ils tenteront soit de s'y opposer, soit d'absorber les agriculteurs urbains par cooptation.

Dans cet ouvrage, vous faites valoir que les gouvernements fédéral et provinciaux devraient adopter une nouvelle approche de la sécurité alimentaire au Canada dont les principes tiendraient compte à la fois de l'agriculture, de l'alimentation et de la santé. Voyez-vous des signes d'une plus grande collaboration à cet égard ?

Il y a quelques petits signes de progrès, mais il n'y a pas eu de grandes améliorations. Après le Sommet mondial de l'alimentation à Rome, le gouvernement fédéral a mis sur pied un comité

interministériel en vue d'élaborer un plan d'action. Il s'avère que ce plan d'action est très faible, mais ce groupe externe est toujours là. Il y a aussi dans le système des intervenants non dépourvus de talent qui essaient de raviver la collaboration entre les ministères et entre ceux-ci et la société civile afin de faire progresser le plan d'action fédéral. Mais la tâche est extrêmement ardue. C'est une question de structure. Et de budget. C'est aussi, manifestement, une question de volonté politique. Il faut dire aussi que toute amélioration véritable de la sécurité alimentaire au pays n'ira pas sans bouleverser l'organisation intrinsèque du système agroalimentaire de même que le genre de politiques et de programmes que les gouvernements ont instaurés au cours des 40 ou 50 dernières années.

Les directeurs de la rédaction

Mustafa Koc est professeur agrégé au département de sociologie de la Ryerson Polytechnic University, Toronto, Canada, où il dirige le Centre for Studies in Food Security.

Rod MacRae travaille à plein temps comme expert-conseil auprès d'organisations non gouvernementales (ONG) qui s'emploient à favoriser la santé et la durabilité dans les secteurs alimentaire et agricole. Il était autrefois directeur du Toronto Food Policy Council, Toronto, Canada.

Luc J.A. Mougeot est administrateur de programme principal au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, Canada. Il dirige aussi l'initiative de programme Agriculture urbaine du CRDI.

Jennifer Welsh est professeure et directrice de l'école de nutrition, Ryerson Polytechnic University, Toronto, Canada.

L'ouvrage

[Armer les villes contre la faim — Systèmes alimentaires urbains durables](#)

sous la direction de Mustafa Koc, Rod MacRae, Luc J.A. Mougeot et Jennifer Welsh, CRDI/Centre for Studies in Food Security, Ryerson Polytechnic University, 1999.